



Budapest, été 2004.

Chères lectrices, Chers lecteurs,

ב"ה

Le 2 mars dernier, au centre de Gaza-city où la violence entre factions arabes est quotidienne, Khalil al-Zaban venait de monter dans sa voiture lorsqu'un jeune Arabe lui a logé 12 balles dans le corps. Mais qui était Al-Zaban ? A première vue, un homme discret, éditeur d'un bulletin défendant les droits de l'homme et grand voyageur. Mais derrière cette façade, Al-Zaban déployait une toute autre activité, il était l'intermédiaire entre Arafat et le régime iranien des Ayatollahs, en d'autres termes le lien de confiance entre l'OLP (dite Autorité palestinienne) et le Hezbollah. C'est lui qui a fomenté les accords entre ces deux organisations terroristes, convaincu Téhéran de fournir de grandes quantités d'armes à l'OLP (la fameuse cargaison du bateau Karin A) et géré le financement occulte par l'Iran des Brigades des Martyrs d'Al-Aksa, organisatrices des bombes humaines servant à assassiner des civils israéliens sur ordre des Tanzim du Fatah d'Arafat.

La disparition d'Al-Zaban a démontré une fois de plus que la guerre que mène Arafat contre Israël n'a rien à voir avec une quelconque «lutte pour un peuple palestinien». Elle constitue l'élément antisémite du combat de l'islamo-fascisme visant à faire disparaître l'État juif et les démocraties et ce en collaboration avec l'Iran et la Syrie. Il faut se souvenir que lorsqu'Arafat a rejeté l'offre d'Éhoud Barak à Camp David en 2000, il voulait montrer que le monde arabe n'était pas intéressé par un accord viable avec Israël, quels qu'en soient les termes. Aujourd'hui, les démarches diplomatiques de l'OLP visant à isoler Israël et ses agressions incessantes sur le terrain sont révélatrices, tel le lancement presque quotidien de roquettes Kassam sur les villages juifs de Gaza et du Néguev. Parallèlement, l'Autorité palestinienne entretient un labyrinthe de tunnels entre le Sinai et Gaza qui aboutissent au cœur même des régions les plus peuplées de Gaza. Ceux-ci ne servent pas uniquement au trafic illégal d'armes, mais au transit de drogues, de prostituées, de terroristes formés en Afghanistan et à diverses activités criminelles destinées à remplir ses caisses. Le refus du droit à l'existence d'Israël ne se limite pas à l'OLP et ses acolytes, il est activement soutenu par des nations arabes «modérées» telles l'Égypte et la Jordanie. Alors que l'Égypte négocie avec Israël pour trouver un moyen de changer certains termes des accords de 1979 qui lui permettraient de stationner jusqu'à 15'000 soldats le long de la frontière avec Israël et à Gaza même, les émissaires de Moubarak traitent avec l'OLP, le Fatah, le Hamas et le Djihad islamique des moyens de confier à ces organisations terroristes la gestion totale de la bande de Gaza après le départ éventuel des Israéliens. Mais avant d'apporter son soutien officiel au plan de retrait unilatéral, l'Égypte exige qu'Israël accepte les conditions suivantes: transfert du contrôle de la ligne de frontière de 10 Km entre Gaza et l'Égypte (route Philadelphie) aux seules forces égyptiennes; contrôle exclusif par l'Autorité palestinienne du point de passage entre Rafah (à Gaza) et l'Égypte, du port et de l'aéroport de Gaza; réouverture des routes «de libre passage» reliant les zones sous contrôle de l'OLP (en Cisjordanie et à Gaza), autorisant ainsi pratiquement tout habitant arabe de ces régions à se déplacer librement en Israël; enfin, l'engagement irrévocable d'Israël à ne pas faire d'incursions, d'attaques militaires ou à réoccuper

partiellement Gaza en cas d'agressions en provenance de cette région! La démarche de l'Égypte est claire: renforcer sa position dans le monde arabe en promouvant le Djihad tant sur le plan diplomatique que sur celui du terrorisme contre Israël. Quant à la Jordanie, curieusement, dans un récent discours, le roi a critiqué Arafat... pour avoir fait trop de concessions à Israël!

C'est dans ce contexte qu'Ariel Sharon œuvre pour que son idée de retrait unilatéral de Gaza gagne un support international. Il sait très bien que son plan n'aboutira pas. Des éléments objectifs viennent s'ajouter au double rejet du Likoud: officiellement, dans le nouveau budget national, pas un sou n'a été prévu pour déloger les habitants juifs de Goush Katif ou pour leur verser des compensations; il n'y a aucun arrangement sécuritaire possible garantissant que cette région ne devienne un «mini-Afghanistan», d'où Israël serait attaqué sans relâche; les USA refusent de payer le moindre cent et n'acceptent pas l'idée qu'abandonner Gaza permettrait à Israël de sauver quelques agglomérations juives en Judée-Samarie; finalement, le rejet total par le monde arabe et les Européens! Mais alors, beaucoup de bruit pour rien ? Peut-être ! Sauf si A. Sharon veut démontrer par l'absurde, en privant 8'000 Israéliens de leur libre choix de résidence et en transférant des terres juives à l'OLP, que quoi qu'Israël fasse, rien n'est suffisant pour qu'il vive en paix, ne serait-ce qu'un seul jour. La sanglante leçon d'Oslo serait-elle déjà oubliée, alors que les Arabes continuent d'assassiner des Juifs au cœur d'Israël !

Aujourd'hui, le combat pour la survie de l'État prend une nouvelle tournure. Son droit à l'existence est de plus en plus remis en question, aussi bien aux États-Unis qu'en Europe. Récemment, le philosophe français André Glucksmann a résumé cette réalité: «*Le nouvel antisémitisme remet en cause le droit à l'existence d'Israël, alors qu'aucun autre pays, y compris les dictatures, n'est menacé d'être rayé de la carte.*»

Comment en sommes-nous arrivés là ? La Shoah et le sentiment de culpabilité criminelle s'estompent progressivement et les négationnistes font leur œuvre néfaste. Grâce à la propagande arabe, Israël n'est plus populaire et a perdu son statut de «petit David» confronté aux masses et aux pouvoirs militaires arabes, qui ont dépensé 155 milliards de dollars en armements en dix ans en achetant 35% de la production mondiale.

Alors les bons esprits disent: «il faut trouver une solution satisfaisante pour tous». Mais elle existe déjà et fait ses preuves quotidiennement. Elle consiste en un État juif très puissant et craint, démocratique et moderne, économiquement fort, à la pointe de la recherche et attrayant pour tous les Juifs, dont il constitue la seule planche de salut. Quant au monde arabe, il devra bien apprendre à vivre avec cette réalité.

Au vu de cette situation, que pouvons-nous faire, que devons-nous faire ? Depuis quatre ans, confrontés à une guerre imposée, la population et l'armée d'Israël font face avec succès en payant le prix fort en sang et en énergie. Pour une raison que nous ignorons, l'Éternel a choisi notre génération pour vivre en un temps privilégié où il existe un État juif. Nous devons être à la hauteur de cette responsabilité qui nous a été confiée. Tout Juif, toute communauté, toute organisation et toute fédération est en quelque sorte un «ambassadeur» d'Israël. En tant que tel, chacun d'entre nous a le devoir d'apporter son soutien inconditionnel à l'État, tant sur le plan politique que financier. Manquer à cette obligation, c'est mettre en danger notre bien-être et notre sécurité dans les pays où nous vivons, car la solidarité avec Israël est un élément essentiel de la lutte contre l'antisémitisme.

Aux Jeux Olympiques, Gal Fridman nous a emplis de fierté. Trente-deux ans après le massacre de Munich, le drapeau bleu et blanc frappé de l'étoile de David a flotté dans le ciel grec au son de la Hatikva. Comme Ilan Ramon szl., Gal Fridman est devenu un symbole de ce qu'est Israël: un pays jeune et dynamique, où tout est possible pour ceux qui veulent réussir!

C'est avec ce message d'espoir et de succès que nous abordons la nouvelle année et que toute l'équipe de SHALOM vous présente ses meilleurs vœux de santé et de bonheur.

כתיבה והתימה טובה תזכו לשנים רבות ישועות ונחמות
Roland S. Süßmann
Rédacteur en chef